

FRANCE

La pression monte sur Ségolène Royal, en baisse dans les sondages

La pression monte sur Ségolène Royal, candidate socialiste à la présidence en France, pour qu'elle accélère sa campagne après des sondages favorables à son rival de droite Nicolas Sarkozy, accusé de son côté de profiter indûment de ses fonctions de ministre de l'Intérieur.

Alors que Mme Royal a longtemps fait jeu égal dans les enquêtes d'opinion avec son adversaire, ou était même créditée d'un léger avantage en cas de duel final, la tendance semble s'être durablement inversée. Depuis que M. Sarkozy a été investi par les militants de son parti le 14 janvier, les neuf sondages publiés l'ont donné vainqueur au second tour. La dernière enquête en date, réalisée les 26 et 27 janvier après plusieurs faux-pas de Mme Royal, fait état d'un écart encore jamais enregistré : 54% pour M. Sarkozy, contre 46%. Prenant acte de l'inquiétude qui s'installe dans son camp, l'ancien ministre de la Culture et conseiller de Mme Royal, Jack Lang, a promis hier, que la campagne de la candidate allait "entrer dans une autre phase". Il a affirmé que ceux qui veulent présenter Ségolène Royal comme "une colombe fragile" se trompent. "C'est une lame d'acier, une combattante", a-t-il dit. Moins lyriques, d'autres responsables socialistes ont appelé ces derniers jours à "plus de coordination" et à un "ressaisissement". Le scepticisme porte surtout sur la prolongation des "débat participatifs" voulus par Mme Royal comme une phase indispensable d'écoute des Français avant qu'elle n'affiche ses pro-

positions, pendant un grand meeting prévu le 11 février.

Pour tenter de reprendre la main, la candidate pourrait bousculer un peu son calendrier et divulguer dès la fin de cette semaine certains points de son programme. Tout en soulignant que les jeux sont loin d'être faits à trois mois du scrutin, le politologue Alain Duhamel soulignait hier dans le journal de gauche *Libération* les limites de la méthode Royal et de ses débats participatifs en province : "Dans ce brouhaha éclaté, on n'entend pas la candidate qui donne le sentiment d'esquiver ses choix ou de repousser ses réponses." Pour Philippe Braud, professeur à l'école des sciences politiques de Paris, la candidature Royal "semble moins crédible depuis les maladresses et les faux pas qui se sont accumulés", par exemple lorsqu'elle a apporté son soutien à la "souveraineté" du Québec ou s'est fait piéger sur la Corse par un imitateur. Nicolas Sarkozy partant donc en position de force pour résister aux attaques des socialistes qui réclament sa démission du gouvernement en l'accusant d'abus de ses pouvoirs de ministre de l'Intérieur, un reproche qui pourrait faire mouche auprès des Français. Il a assuré hier, qu'il n'avait nullement l'intention de précipiter son départ



Ségolène Royal fait état d'un écart encore jamais enregistré : 54% pour M. Sarkozy, contre 46%. Ph. : D. R.

du gouvernement "parce que le Parti socialiste s'énervait et que les sondages de sa candidature ne sont pas bons". Il a seulement précisé qu'il aurait quitté son ministère "un mois et demi avant le second tour" de la présidentielle, fixé au 6 mai. M. Sarkozy a aussi qualifié de "calomnie" une information de l'hebdomadaire satirique *Le Canard Enchaîné* faisant état d'une enquête de la police sur le patrimoine immobilier du couple Royal-Hollande. Les services de ren-

seignements de la police avaient reconnu la semaine dernière avoir enquêté sur un membre de l'équipe de campagne de Mme Royal, suscitant de vives protestations du PS. M. Sarkozy a également dit monter au créneau et se défendre d'une utilisation indue de ses pouvoirs lorsqu'il a été révélé que la police avait eu recours aux grands moyens, y compris des tests d'ADN, pour retrouver les voleurs du scooter d'un de ses fils.

SAHARA OCCIDENTAL

Le Parlement européen somme Rabat de respecter ses engagements

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Le Parlement européen (PE) n'a pas du tout l'intention d'abdiquer devant les desiderata marocains sur le dossier sahraoui. Hier, les eurodéputés ont réaffirmé leur "exigence" et leur "intention" d'envoyer une délégation ad hoc au Sahara occidental.

La commission des affaires étrangères a donc, comme attendu, sommé Rabat de se conformer à ses engagements et de permettre aux législateurs des Vingt-Sept (27) de se rendre dans les territoires sahraouis sous occupation marocaine. La présidente du groupe, députée britannique du Parti libéral, la baronne Nicholson de Winterbourne, n'admet, d'ailleurs, aucun "chipotage" dans la composition de la commission ad hoc et a déclaré, avant-hier, à Bruxelles que "la délégation n'était pas négociable" et que le Parlement européen continuera à "demander" la "concrétisation" de cette importante mission.

De son côté, l'europarlementaire grec, Ioannis Kassoulides qui a mené une mission d'enquête dans la région a informé que le Maroc avait "dans un premier temps" accepté le principe pour ensuite "l'annuler sine die". Ce qui, rappelons-le, n'avait pas été du goût des Européens. A telle enseigne que le président sortant du Parlement européen, l'Espagnol Josep Borell était obligé d'adresser une lettre de protestation aux autorités marocaines. Rabat avait, relevons-le, devant la colère des eurodéputés argués son refus au motif surréaliste que la composition de la commission ad hoc ne serait pas... neutre ! D'un mot, le Maroc officiel voudrait que le Parlement européen lui "désigne" des députés favorables à la colonisation du Sahara occidental ! D'où cette réplique, sans ambiguïté de la baronne Nicholson de Winterbourne, présidente du groupe ad hoc "la composition" de la délégation qui se rendra au Sahara occidental n'est pas "négociable".

A. M.

GRANDE-BRETAGNE

Scotland Yard a transmis le dossier de l'enquête Litvinenko au parquet

Scotland Yard a indiqué hier, avoir transmis au parquet britannique le dossier de son enquête sur l'empoisonnement de l'ex-agent russe Alexandre Litvinenko.

"Un dossier a été transmis ce matin (mercredi, ndr) au service du procureur de la couronne concernant la mort d'Alexandre Litvinenko," a indiqué le porte-parole de la police londonienne à l'AFP sans dévoiler les détails du dossier.

Selon des fuites dans les médias britanniques, les principaux suspects dans cet empoisonnement criminel sont Andreï Lougovoï, un ancien du KGB, et Dmitri Kovtoun, un homme d'affaires, qui ont rencontré Litvinenko le 1^{er} novembre dans un hôtel de Londres. Litvinenko est mort le 23 novembre 2006 dans la capitale britannique, trois semaines après avoir ressenti les premiers symptômes d'un empoisonnement au polonium 210, une substance hautement radioactive. Ses proches ont accusé le Kremlin d'être derrière cet assassinat ce que les autorités russes ont fermement démenti. Selon le *Sunday Times* paru dimanche, les deux principaux suspects russes dans l'affaire Litvinenko ne seront pas poursuivis en justice malgré les preuves accumulées contre eux, car les enquêteurs estiment en effet n'avoir "aucune chance" d'obtenir leur extradition de Russie. Le *Guardian* de vendredi suggérait en revanche que la Grande-Bretagne se prépare à demander l'extradition d'Andreï Lougovoï, et anticipe une période de tension avec Moscou.

PAKISTAN

Une adolescente violée et exhibée en public pour une affaire d'"honneur"

Six Pakistanais ont été arrêtés pour avoir enlevé, violé et exhibé, nue en public, une adolescente en guise de punition pour une affaire d'"honneur" tribal, ont indiqué hier, les autorités de la province du Sind, dans le sud du Pakistan. Les six hommes avaient enlevé samedi la jeune fille de 16 ans dans le village de Habib Labalo, près d'Ubauro, dans l'extrême nord du Sind, parce que son cousin avait eu une relation avec une femme de leur famille, a expliqué l'officier de la police locale Aftab Farooqi.

Deux des hommes ont violé la jeune fille, tandis que les autres l'ont forcée à marcher nue dans les rues du village, avant que des villageois interviennent, a-t-il ajouté. "Nous avons déjà arrêté six personnes et nous allons bientôt arrêter les autres personnes impliquées dans l'affaire", a ajouté le policier en indiquant qu'un rapport médical avait établi le viol.

Des dizaines de femmes sont tuées ou violées chaque année au Pakistan, surtout dans les zones rurales les plus conservatrices, pour des affaires d'"honneur" familial concernant généralement des relations extra-maritales.

Dimanche, un couple d'une quarantaine d'années a été tué à coups de pierres après avoir été attaché à un arbre dans la province du Pendjab. L'affaire du viol pour "crime d'honneur" de Mukhtar Mai avait soulevé l'émotion dans l'opinion publique internationale en 2002. Violée et abandonnée nue dans la rue sur ordre d'un "conseil tribal", Mukhtar Mai avait obtenu de la justice la condamnation de ses bourreaux et même depuis une campagne internationale en faveur des droits des femmes au Pakistan. Le Parlement pakistanais a adopté en 2005 une législation prévoyant la peine de mort pour les crimes d'honneur.

PALESTINE

La trêve se consolide à Ghaza

Le Fatah et le Hamas s'efforçaient hier de consolider la trêve qui a mis fin à leurs combats meurtriers en libérant les otages qu'ils détenaient, tandis que le mouvement islamiste a dénoncé l'aide de Washington aux forces de sécurité fidèles à Mahmoud Abbas. "Hier soir, nous avons commencé à appliquer l'accord entre le Fatah et le Hamas et les otages des deux côtés ont été échangés", a affirmé à l'AFP le porte-parole du Hamas, Ismail Radwane. "Des dizaines d'otages ont été libérés des deux côtés", a confirmé le porte-parole du Fatah dans la bande de Gaza, Tawfiq Abou Khoussa.

"L'atmosphère est meilleure, mais (...) la Force exécutive (contrôlée par le gouvernement du Hamas) est toujours déployée dans les rues, ce qui provoque des tensions et n'aide pas au rétablissement de la confiance" entre les deux mouvements, a-t-il ajouté. L'échange a eu lieu au deuxième jour du cessez-le-feu, annoncé mardi soir après la mort de 35 Palestiniens - depuis jeudi - dans la pire vague de combats interpalestiniens dans la bande de Gaza depuis la victoire du Hamas aux élections de janvier au dépend du Fatah. L'accord prévoit le retrait des hommes armés des rues, la libération d'activistes enlevés, la fin des campagnes hostiles entre les deux mouvements et la remise aux autorités des éléments "suspçonnés d'implication dans des meurtres". L'accord est largement respecté en dépit de la mort d'un activiste du Hamas mardi et de tir par des inconnus à Gaza qui ont blessé grièvement un officier de la garde présidentielle, selon une source médicale. Alors que le calme se rétablit dans la ville, le Hamas a accu-

sé l'administration américaine de chercher à provoquer une guerre civile dans les territoires palestiniens en annonçant une aide de plus de 86 millions de dollars aux forces de sécurité fidèles au président Mahmoud Abbas, le chef du Fatah.

"Il ne fait pas de doute que cela s'inscrit dans le cadre de la politique américaine visant à provoquer une escalade et une guerre civile, au service d'un plan sioniste", a déclaré à l'AFP le porte-parole du Hamas, Ismail Radwane. "A chaque fois que l'administration américaine voit que nous sommes arrivés ou sur le point d'arriver à un accord (entre le Hamas et le Fatah), elle envoie Condoleezza Rice (la secrétaire d'Etat) pour envenimer le climat ou annoncer une aide financière (au président Abbas) pour entretenir la tension sur la scène palestinienne", a-t-il ajouté. Le président américain, George W. Bush, a ordonné l'octroi d'environ 86,4 millions de dollars d'aide pour les forces de sécurité placées sous le contrôle direct du président Abbas, a indiqué la Maison Blanche mardi. Ghazi Hamad, le porte-parole du gouvernement Hamas, a pour sa part dénoncé "une ingérence américaine flagrante dans les affaires palestiniennes, visant à entretenir les divisions et les luttes interpalestiniennes".

Le gouvernement palestinien a en revanche salué dans un communiqué les conclusions d'une commission parlementaire britannique critiquant le boycott international du cabinet issu du Hamas.

"Le gouvernement exprime son profond soulagement devant la position positive de la Commission au développement international de la chambre des Communes", a affirmé le gouvernement.